

Récession : nul n'y échappe, pas même l'Allemagne

Les statistiques de ces dernières vingt-quatre heures finiront par avoir raison du consensus : l'Europe est bel et bien en récession et aucun pays n'y échappe, en témoigne l'enquête IFO du mois de juillet qui valide avec force le scénario qui apparaît, depuis déjà le début du printemps, comme inéluctable. La concrétisation de cette situation est un sérieux avertissement pour le consensus qui, au mois de juillet, tablait encore sur une amélioration des perspectives à horizon 2013 avec une croissance de 0.5 % pour la zone euro dans son ensemble, dont 1.3 % pour l'Allemagne et 0.7 % pour la France ! Elle devrait avoir l'effet d'un électro choc sur les prévisions à venir mais l'inertie étant ce qu'elle est, sans doute faudra-t-il attendre les mois de novembre ou décembre pour que le consensus finisse par se rendre à l'évidence : celle de la diffusion de la récession des pays du sud de l'Europe à tous les pays de la région sans exception en 2013 et d'une situation souveraine de plus en plus inextricable.

La locomotive allemande en panne de carburant

Comment pouvait-il en être autrement? L'Allemagne dédie près de la moitié du volume de ses exportations à ses partenaires de la zone euro, dont la grande majorité a, ou est en passe, de basculer en récession.

Les pays du sud de l'Europe dont la situation conjoncturelle avait à peu près résisté aux épisodes successifs de crises diverses de ces deux dernières années ont perdu pied dès lors que leurs exportations n'ont plus joué le rôle d'amortisseur du choc interne. Avant même l'annonce du nouveau plan d'austérité du gouvernement Rajoy de la mi-juillet, l'Espagne donnait tous les signes d'un pays à deux doigts de la dépression : nouvelle envolée du chômage paralysant plus de la moitié des jeunes du pays, chute du pouvoir d'achat (-4 % l'an au premier trimestre), amplification de la crise immobilière, resserrement du crédit, effondrement de la confiance... sur lesquels se sont greffés les épisodes bancaires du début de l'été et l'annonce d'un nouveau plan d'austérité auquel les ménages devraient contribuer à hauteur de 10 % de leur consommation d'ici la fin 2014 ! L'Italie ne va guère mieux. Après trois trimestres de récession, le PIB se contractait déjà de 1.5 % l'an au premier trimestre quand, la seule demande intérieure marquait une chute de plus de 6% l'an. La situation ne s'est pas améliorée depuis. La légère respiration des exportations du début du printemps a peu de chances d'avoir duré et la situation domestique devient de jour en jour plus critique dans le contexte présent de regain de tensions souveraines.

Les deux pays, qui représentent à eux deux quasiment 30 % du PIB de la zone euro, ont entamé une spirale à la grecque que rien ne semble devoir interrompre à brève échéance et dont les effets pèseront de plus en plus sur le reste de la région.

Que reste-t-il dès lors aux exportateurs allemands ? Les consommateurs français sont de plus en plus frileux et l'industrie française est également frappée par une nouvelle récession. Aux premiers rangs des marchés à l'exportation de l'Allemagne, l'économie française offre de moins en moins de débouchés à ses partenaires d'Outre Rhin et en retire également de moins en moins de ces derniers... **La boucle est bouclée. Les effets démultiplicateurs de choc au niveau régional sont à l'œuvre et, comme c'est régulièrement le cas en période de rupture conjoncturelle, n'ont pas fini de surprendre.**

Comment dans de telles conditions, l'Allemagne, dont les sources de croissance sont principalement à l'exportation, pourrait-elle échapper à la diffusion d'un tel choc ? Son cycle d'investissement comme celui de l'emploi sont dictés par sa performance extérieure et devraient s'inverser d'autant plus rapidement que ses exportations à destination du reste du monde n'ont pas, non plus, le vent en poupe. On aimerait croire que les consommateurs allemands, dont la situation s'est effectivement sensiblement améliorée ces derniers trimestres, puissent prendre la relève. Malheureusement, ces derniers ne nous ont guère habitués à un comportement dépensier. Après dix ans de stagnation, leurs dépenses ont tout juste augmenté de 0.7 % par an en moyenne ces trois dernières années et ce n'est certainement pas le contexte présent qui pourrait les inciter à modifier leur comportement.

Et après ?

La locomotive allemande est bel et bien enrayée et les données à venir ne tarderont pas à confirmer ce diagnostic. Le produit intérieur brut pourrait se contracter de plus de 0.5 % aux troisième et quatrième trimestres ce qui abaisserait la croissance allemande à 0.5 % en moyenne cette année, au lieu de 0.9 % prévu par le consensus. **Avec un tel profil, c'est toutefois pour 2013, année durant laquelle le choc à l'exportation de la fin 2012 produira l'essentiel de ses effets sur l'investissement et l'emploi, que le diagnostic devient beaucoup plus préoccupant.** A supposer, en effet, que des initiatives d'envergure exceptionnelle de la part des dirigeants européens permettent de sortir l'Espagne et l'Italie de la spirale dans laquelle elles sont entraînées, et que le quatrième trimestre constitue le point bas de cette nouvelle récession, le produit intérieur brut allemand enregistrerait néanmoins une contraction d'au moins un demi point en moyenne l'an prochain, une hypothèse qu'aucun des économistes du consensus n'envisage aujourd'hui.

Qui est à même de prédire les effets en cascade susceptibles de découler d'un tel scénario dans le contexte présent d'extrême intensification de la crise souveraine ?

Véronique Riches-Flores
veronique@richesflores.com